

États-Unis – Chine : le piège de Thucydide

Description

On envisage souvent l'avenir du monde comme devant devenir multipolaire, par opposition à un monde unipolaire placé sous la domination des États-Unis. L'un des arguments avancés est que les États s'entendraient mieux et résoudraient leurs différends plus facilement par la discussion que par la guerre.

Ce concept avait déjà fait florès avant la Première Guerre mondiale. On jugeait alors que les guerres allaient devenir quasiment impossibles à mener en raison de l'imbrication croissante des différentes économies. Des économistes, des chefs d'entreprise et de nombreux responsables affirmaient que l'intensification des échanges commerciaux rendrait le conflit militaire obsolète, puisque les nations auraient davantage intérêt à s'enrichir mutuellement en développant leurs relations économiques.

Cet argument s'est révélé fallacieux, aussi bien avant la Première Guerre mondiale qu'avant la Seconde.

Aujourd'hui, l'idée d'un monde multipolaire persiste, mais la menace de guerre s'aggrave à mesure que les grandes puissances, notamment occidentales, semblent refuser d'écouter, voire de comprendre, le discours des États souverains.

Cette incapacité à entendre le point de vue de l'autre est, selon certains observateurs, à l'origine d'erreurs d'interprétation majeures des services de renseignement occidentaux concernant l'Iran et la Russie. Elle explique également la tendance de l'Occident à présenter la Chine comme un adversaire, contribuant ainsi à rendre de plus en plus difficile tout dialogue avec Pékin.

À cette difficulté d'écoute s'ajoute la volonté, chez certains États, d'occulter la bonne foi de leurs adversaires afin de maintenir un état de chaos moral, économique, financier et industriel qui finit par conduire l'autre camp à réagir de manière brutale.

Dans le cas de l'Ukraine, c'est l'organisation de la révolte de Maïdan, présentée ici comme ayant été orchestrée par les États-Unis, suivie des accords de Minsk I et Minsk II, qui aurait permis à l'Ukrainede se réorganiser militairement et aux États-Unis de rapprocher les infrastructures de l'OTAN des frontières russes.

Angela Merkel et François Hollande ont déclaré en 2022 que les accords de Minsk avaient notamment permis à l'Ukraine de gagner du temps pour renforcer ses capacités. Cette interprétation de leur rôle reste cependant débattue et ne permet pas, à elle seule, d'établir qu'ils " auraient agi pour le compte des États-Unis " ou de l'OTAN.

À partir de là, les camps se forment en vue d'un affrontement. Les analyses respectives ne sont plus que des expressions de préférences, d'attitudes et de sentiments. Le débat disparaît progressivement. Il se transforme en théâtre des récits, puis en théâtre des opérations militaires.

Il en est de même en Iran. Certes, Israël était en droit de craindre l'émergence d'une puissance chiite forte au Moyen-Orient, celle de l'Iran. Mais celui-ci, soumis à des sanctions économiques américaines et européennes depuis plus de quarante ans, ne pouvait avancer que prudemment.

L'organisation des BRICS, sous l'impulsion notamment de la Chine et de la Russie, a cependant changé les règles du jeu.

De nombreux pays, représentant près de la moitié de la population mondiale et environ 40 % du PIB mondial selon les estimations généralement citées, ont compris qu'en se regroupant, ils pouvaient envisager de s'affranchir partiellement de la tutelle américaine. L'Iran l'a bien compris et cherche désormais à s'inscrire pleinement dans cette nouvelle architecture internationale. Les BRICS constituent ainsi un espace où se retrouvent des États qui souhaitent promouvoir un ordre mondial moins dépendant des institutions dominées par les puissances occidentales.

Certes, l'Iran n'a guère les moyens militaires de soutenir une confrontation directe avec les États-Unis. Il dispose cependant d'une capacité de riposte et de nuisance importante, notamment par sa capacité à perturber la navigation dans le détroit d'Ormuz ou à menacer les installations militaires et pétrolières des pays voisins : Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït, Émirats arabes unis ou Jordanie.

À un moment donné, il faudra bien trouver, tant en Iran qu'en Ukraine, les moyens d'une entente entre l'Occident et les pays concernés.

Dans ces guerres, le monde semble sens dessus dessous.

Des récits sont façonnés, tronqués, et une partie des opinions publiques occidentales finit par croire qu'elle maîtrise la réalité. Il faudra bien, à un moment donné, accepter de la regarder en face. La réalité pourrait être celle d'un Donbass largement récupéré par la Russie et d'un Iran affaibli, mais capable de rouvrir le détroit d'Ormuz et de parvenir à un accord de paix avec les pays riverains, y compris l'Arabie saoudite et Israël.

Dans ces rapports de force, nous avons pu constater que la Russie a trouvé les moyens de reconstruire une partie de son économie et de son industrie, tout en renforçant ses relations avec l'Inde et la Chine. Elle dispose également de forces armées considérables et d'importantes capacités

militaires et technologiques.

Quant à l'Iran, il ressortirait affaibli de ces affrontements, mais pourrait néanmoins conserver les moyens de devenir un pilier régional au Moyen-Orient.

Certes, les conditions d'un accord entre toutes les parties prenantes au Moyen-Orient ne sont pas encore réunies. Mais, sous l'égide de puissances comme la Chine, le Pakistan ou l'Égypte, des discussions pourraient s'engager.

Quant à l'Europe, son image de « va-t-en-guerre » en Ukraine et son absence relative des grandes négociations au Moyen-Orient l'empêchent de jouer un rôle central dans ces conflits.

Elle est d'ailleurs tellement partie prenante dans le dossier ukrainien qu'elle envisage désormais de se préparer à un éventuel affrontement avec la Russie à l'horizon 2030.

L'Europe se prépare à la guerre, mais pas nécessairement ses populations. Les opinions publiques européennes semblent peu disposées à envisager un conflit direct avec la Russie au nom de l'Ukraine.

D'ailleurs, si une telle aventure devait se produire, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a averti qu'une guerre entre la Russie et les pays européens ne ressemblerait pas à celle menée en Ukraine et qu'elle pourrait être particulièrement courte.

Les dirigeants européens, après avoir, selon leurs détracteurs, accumulé les erreurs stratégiques, militeraient désormais pour une confrontation accrue avec la Russie.

Emmanuel Macron, Friedrich Merz et le Premier ministre britannique font tout leur possible pour entraîner l'opinion publique dans cette voie. Friedrich Merz a notamment annoncé un effort massif de réarmement allemand, avec des centaines de milliards d'euros consacrés à la défense au cours des prochaines années.

Seul un changement de dirigeants européens serait susceptible de contrecarrer ce schéma.

Au vu des dernières élections régionales dans plusieurs Länder allemands, la position de Friedrich Merz pourrait être fragilisée. Quant au Royaume-Uni, il dispose aujourd'hui de forces armées beaucoup plus réduites qu'au temps où il était encore une grande puissance impériale.

Quant à Emmanuel Macron, à la tête d'un État fortement endetté et confronté depuis plusieurs années à des difficultés économiques, sociales et militaires, il ne pourrait, dans cette hypothèse, que rester dans un rôle de prise de parole, avec des moyens d'intervention limités.

L'administration Trump trouvera-t-elle les moyens d'apaiser les tensions ? Comprendra-t-elle qu'à défaut d'exercer une hégémonie sur le monde, un compromis est possible entre les États-Unis, la Chine et la Russie ?

C'est ici qu'apparaît le fameux « piège de Thucydide ».

Thucydide était un historien et général athénien du Ve siècle avant notre ère. Dans son Histoire de la guerre du Péloponnèse, il analyse le conflit qui opposa Athènes et Sparte. La formule aujourd'hui célèbre selon laquelle **« la montée en puissance d'Athènes et la peur qu'elle inspira à Sparte rendirent la guerre inévitable »**

est devenue le point de départ du concept moderne du **« piège de Thucydide ».**

Le terme lui-même a été popularisé par le politologue américain Graham Allison pour désigner une situation dans laquelle une puissance émergente menace de remplacer une puissance dominante. Selon son étude historique, douze des seize rivalités de ce type qu'il a examinées au cours des cinq derniers siècles se sont terminées par une guerre. Allison souligne toutefois que le conflit n'est pas inévitable : quatre de ces seize situations n'ont pas débouché sur une guerre.

L'intérêt du concept est précisément là : lorsqu'une puissance montante inquiète une puissance établie, la peur, la méfiance et les réactions en chaîne peuvent transformer une rivalité en confrontation.

Les États-Unis sont aujourd'hui la puissance établie. La Chine est la puissance montante.

C'est pourquoi l'affaiblissement de la Russie et de l'Iran dans l'espoir de mieux contenir, demain, la Chine peut apparaître comme une stratégie particulièrement risquée. Une succession de conflits périphériques peut en effet finir par produire un affrontement que personne n'avait initialement souhaité.

Le véritable piège serait alors de croire que l'on peut contrôler indéfiniment la montée en puissance d'un rival sans provoquer précisément la confrontation que l'on cherche à éviter.

Les États-Unis tomberont-ils dans le piège de Thucydide ?

Jean-Paul Probst

Categorie

1. Politique

date créée
23 septembre 2026